



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 4 mai 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, mars 2006

2

La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités a crû de 5,3 % en mars et a atteint le deuxième niveau en importance de son histoire. Les constructeurs ont pris pour 5,5 milliards de dollars de permis. Les intentions de construction sont demeurées élevées dans le secteur de l'habitation, mais cet excellent résultat provenait surtout des investissements planifiés dans la construction d'immeubles non résidentiels.

Étude : L'emploi en sciences et en génie au Canada et aux États-Unis, 2000 et 2001

7

Industrie des messageries et des services locaux de livraison, 2003 et 2004

7

Commerce international de marchandises : revue annuelle, 2005

9

Enquête annuelle des manufactures : produits livrés par les fabricants canadiens, 2003

9

Nouveaux produits

11



Communiqués

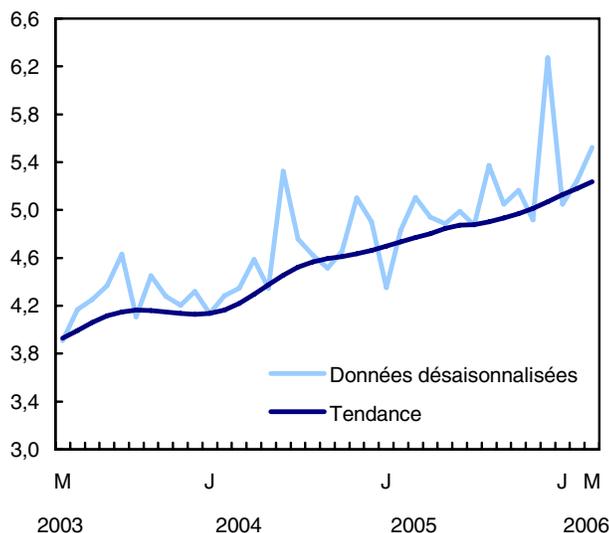
Permis de bâtir

Mars 2006

La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités a crû de 5,3 % en mars et a atteint le deuxième niveau en importance de son histoire. Les constructeurs ont pris pour 5,5 milliards de dollars de permis. Les intentions de construction sont demeurées élevées dans le secteur de l'habitation, mais cet excellent résultat provenait surtout des investissements planifiés dans la construction d'immeubles non résidentiels.

La valeur totale des permis augmente en mars

En milliards de dollars



Ces résultats sont de bon augure pour les travailleurs des secteurs de la construction résidentielle et non résidentielle, puisque la valeur des permis est un indicateur avancé de l'activité de construction.

Après avoir connu une forte croissance de 15,3 % en février, la valeur des permis de construction non résidentielle a fait un autre bond de 15,1 % en mars pour atteindre 2,1 milliards de dollars. Ce niveau est supérieur de 16,1 % au niveau mensuel moyen maintenu en 2005, une année exceptionnelle pour le secteur non résidentiel. Les résultats favorables en mars s'expliquent principalement par les projets de construction d'hôpitaux.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa-Gatineau (partie Québec) et Ottawa-Gatineau (partie Ontario).

Dans le secteur de l'habitation, la valeur des permis est demeurée inchangée par rapport à février, s'étant fixée à 3,4 milliards de dollars. Une faible baisse dans la composante unifamiliale a été effacée par une augmentation des permis de construction de logements multifamiliaux. Le secteur de l'habitation est demeuré très dynamique, la tendance de la valeur des permis de construction résidentielle ayant été à la hausse depuis le début de 2005, grâce à la forte vigueur du marché dans l'Ouest canadien.

À l'échelle régionale, 21 des 28 régions métropolitaines de recensement ont affiché de meilleurs résultats au premier trimestre de 2006 qu'au premier trimestre de 2005. Les plus fortes progressions (en dollars) ont été enregistrées dans les régions métropolitaines de Calgary, d'Edmonton et de Vancouver, grâce à l'effervescence du secteur de l'habitation. De plus, à l'exception de St. John's, toutes les régions métropolitaines à l'est de Toronto ont enregistré un meilleur début d'année qu'en 2005. C'est Toronto, en raison de diminutions dans les composantes résidentielle et non résidentielle, qui a enregistré la plus forte baisse.

La demande de nouveaux logements unifamiliaux ralentit légèrement

La valeur des permis pour les logements unifamiliaux a légèrement fléchi de 0,6 % pour s'établir à 2,2 milliards de dollars en mars, soit une deuxième baisse mensuelle consécutive. Malgré ces diminutions,

le niveau de mars est demeuré supérieur de 6,3 % à la moyenne mensuelle de 2005.

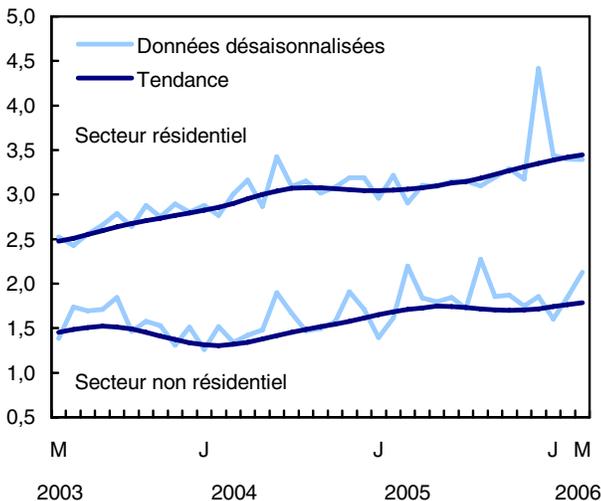
La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a atteint 1,2 milliard de dollars, en hausse de 1,1 % par rapport à février, ce qui représente une troisième progression mensuelle au cours des quatre derniers mois.

En ce qui concerne le nombre de logements, les administrations municipales ont approuvé la construction de 10 155 nouveaux logements unifamiliaux en mars, en baisse de 1,7 % comparativement à février. Le nombre de nouveaux logements unifamiliaux dont on a approuvé la construction a été en baisse depuis trois mois.

Le nombre de logements multifamiliaux dont la construction a été autorisée en mars a augmenté de 1,7 % par rapport à février pour s'élever à 9 590. Les récentes hausses ont mis fin à la tendance à la baisse de la demande de logements multifamiliaux qui avait été observée au cours de la dernière partie de 2005.

La valeur des permis non résidentiels est à la hausse en mars

En milliards de dollars



On a approuvé la construction de 59 100 nouveaux logements durant les trois premiers mois de 2006. Il s'agit du meilleur premier trimestre depuis 1990, alors que la construction de 61 600 nouveaux logements avaient été autorisée.

Le secteur de l'habitation a continué de subir l'effet positif de l'économie très dynamique de l'Ouest canadien. Les autres facteurs favorables ont été les taux hypothécaires avantageux, la vigueur continue de l'emploi à temps plein et du revenu personnel disponible, ainsi que le niveau élevé d'immigration.

À l'échelon provincial, la plus forte croissance des permis de construction résidentielle en mars a été observée en Colombie-Britannique (+30,7 % pour atteindre 729 millions de dollars), en raison d'un bond de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux. Les hausses marquées de la demande de logements unifamiliaux et multifamiliaux ont permis à la Nouvelle-Écosse d'atteindre un nouveau sommet (98 millions de dollars). Ces progressions ont été effacées par des baisses en Ontario, au Québec et en Alberta. En Alberta, le niveau affiché en mars a été le plus haut niveau atteint à la suite du sommet observé en février.

Les projets de construction institutionnelle stimulent le secteur non résidentiel

La valeur des projets de construction dans le secteur non résidentiel s'est élevée à 2,1 milliards de dollars en mars, en hausse de 15,1 % par rapport à février. Il s'agit de la quatrième valeur mensuelle en importance. La forte croissance de la valeur des permis de construction institutionnelle a été le principal facteur à l'origine de cette augmentation. La tendance dans le secteur non résidentiel a été à la hausse depuis novembre 2005.

La valeur des permis dans le secteur institutionnel a fait un bond spectaculaire de 52,6 % pour s'élever à 773 millions de dollars, ce qui constitue une deuxième augmentation mensuelle consécutive. Le résultat de mars est le deuxième en importance. Cette progression s'explique principalement par des projets dans la catégorie des hôpitaux. La demande croissante de services de soins de santé peut expliquer les fortes intentions de construction d'hôpitaux. À l'échelon provincial, ce sont l'Alberta et l'Ontario qui ont réalisé les augmentations les plus prononcées dans cette composante. À l'opposé, après avoir connu un mois de février très fructueux, Québec a enregistré la plus forte diminution (en dollars).

Dans le secteur commercial, grâce à une hausse des intentions dans la catégorie du commerce et des services et les stations-service, la valeur des permis a crû de 3,0 % pour s'élever à 1,1 milliard de dollars, ce qui représente une troisième augmentation mensuelle au cours des quatre derniers mois. Les provinces ayant contribué le plus à cette hausse mensuelle (en dollars) ont été l'Ontario (+9,8 % pour une valeur totale de 429 millions de dollars) et le Québec (+17,3 % pour une valeur totale de 180 millions de dollars). À l'opposé, la Saskatchewan a affiché la plus forte baisse (-44,1 % pour une valeur totale de 20 millions de dollars).

Après avoir connu une forte croissance de 38,0 % en février, les intentions de construction industrielle ont fléchi de 6,7 % pour s'établir à 258 millions de dollars. La catégorie des services publics a enregistré la plus forte diminution, suivie des usines de fabrication. Parmi

les provinces, c'est l'Alberta qui a connu la plus forte baisse dans cette composante, fléchissant de 32,0 % pour s'établir à 40 millions de dollars.

Les provinces ayant contribué le plus à la progression mensuelle (en dollars) dans le secteur non résidentiel ont été l'Ontario (+29,8 % pour une valeur totale de 883 millions de dollars) et l'Alberta (+42,8 % pour une valeur totale de 480 millions de dollars). L'Alberta a atteint un nouveau sommet en mars. Le Québec a affiché la plus forte baisse, reculant de 21,0 % pour se fixer à 299 millions de dollars.

La valeur des permis de construction non résidentielle a crû dans 14 des 28 régions métropolitaines de recensement. L'augmentation la plus prononcée (en dollars) a été enregistrée à Ottawa, où chacune des trois composantes a progressé. Par contraste, Montréal a enregistré la plus forte baisse, surtout en raison d'une diminution de la valeur des permis de construction institutionnelle.

Les récents résultats dans le secteur non résidentiel pourraient s'expliquer par le niveau élevé des ventes au détail, la forte utilisation de la capacité industrielle, les bénéfices d'exploitation record réalisés par les

sociétés canadiennes, les faibles taux d'inoccupation des immeubles à vocation commerciale et les taux d'intérêt favorables.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de mars 2006 de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, gratuit) paraîtra bientôt.

Le communiqué sur les permis de bâtir d'avril 2006 sera diffusé le 6 juin.

Pour obtenir des données ou plus de renseignements, communiquez avec Brad Sernoskie au (613) 951-4646 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (*bdp_information@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bechir Oueriemmi au (613) 951-1165, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir, selon la région métropolitaine de recensement¹

	Février 2006 ^r	Mars 2006 ^p	Février à mars 2006	Janvier à mars 2005	Janvier à mars 2006	Janvier-mars 2005 à janvier-mars 2006
données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
St. John's	39,2	18,7	-52,4	107,0	88,6	-17,2
Halifax	57,6	59,3	2,8	104,4	151,3	45,0
Saint John	12,5	10,2	-18,1	28,9	39,8	37,6
Saguenay	6,4	19,4	203,1	27,6	30,9	11,8
Québec	131,7	104,6	-20,6	274,9	304,2	10,7
Sherbrooke	59,6	27,8	-53,3	49,5	98,1	98,0
Trois-Rivières	22,5	12,4	-44,9	31,4	58,5	86,0
Montréal	554,6	432,1	-22,1	1 370,0	1 450,0	5,8
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	112,7	442,3	292,6	528,7	718,0	35,8
Ottawa-Gatineau (partie Québec)	25,9	42,5	64,0	87,3	125,5	43,8
Ottawa-Gatineau (partie Ontario)	86,8	399,8	360,8	441,4	592,5	34,2
Kingston	9,4	48,0	410,4	28,9	65,5	126,9
Oshawa	99,0	66,9	-32,5	215,6	232,8	8,0
Toronto	875,4	700,0	-20,0	2 963,9	2 468,7	-16,7
Hamilton	73,1	77,8	6,4	248,4	252,5	1,7
St. Catharines-Niagara	28,8	43,7	52,0	110,7	104,6	-5,6
Kitchener	73,7	92,6	25,6	212,1	255,1	20,3
London	72,6	57,0	-21,5	196,3	238,1	21,3
Windsor	17,9	33,4	86,5	105,0	160,8	53,2
Greater Sudbury / Grand Sudbury	5,6	6,4	14,0	32,0	16,8	-47,6
Thunder Bay	11,4	3,0	-73,8	39,0	21,2	-45,7
Winnipeg	68,2	59,2	-13,2	141,9	215,8	52,1
Regina	24,2	21,8	-10,2	72,7	72,1	-0,8
Saskatoon	33,2	41,4	24,4	75,3	111,2	47,6
Calgary	417,5	579,2	38,7	1 009,3	1 318,0	30,6
Edmonton	269,9	273,7	1,4	604,3	816,4	35,1
Abbotsford	17,0	13,3	-21,5	100,5	57,8	-42,5
Vancouver	437,0	600,4	37,4	1 218,2	1 452,5	19,2
Victoria	62,6	61,4	-1,8	167,0	177,0	6,0

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaine de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir, selon la province et le territoire

	Février 2006 ^r	Mars 2006 ^p	Février à mars 2006	Janvier à mars 2005	Janvier à mars 2006	Janvier-mars 2005 à janvier-mars 2006
données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
Canada	5 247,3	5 525,3	5,3	14 285,9	15 820,8	10,7
Résidentiel	3 396,7	3 395,0	-0,1	9 079,5	10 234,4	12,7
Non résidentiel	1 850,6	2 130,3	15,1	5 206,5	5 586,4	7,3
Terre-Neuve-et-Labrador	50,5	28,3	-43,9	140,3	118,9	-15,2
Résidentiel	33,5	23,5	-29,9	80,9	90,1	11,3
Non résidentiel	16,9	4,8	-71,5	59,4	28,9	-51,4
Île-du-Prince-Édouard	11,3	23,5	108,5	47,4	47,9	1,1
Résidentiel	10,6	16,1	51,6	30,3	35,5	17,3
Non résidentiel	0,6	7,4	1 081,7	17,1	12,4	-27,4
Nouvelle-Écosse	97,1	128,4	32,2	215,7	321,0	48,8
Résidentiel	72,5	97,6	34,5	155,8	246,5	58,3
Non résidentiel	24,6	30,8	25,3	59,9	74,5	24,2
Nouveau-Brunswick	63,8	63,6	-0,4	146,2	223,7	53,0
Résidentiel	39,1	50,8	30,0	106,1	133,0	25,4
Non résidentiel	24,7	12,7	-48,4	40,1	90,7	126,0
Québec	1 064,1	905,6	-14,9	2 579,1	2 845,8	10,3
Résidentiel	686,4	607,1	-11,6	1 839,8	1 827,7	-0,7
Non résidentiel	377,7	298,5	-21,0	739,4	1 018,1	37,7
Ontario	1 829,3	1 941,7	6,1	5 960,1	5 827,0	-2,2
Résidentiel	1 148,5	1 058,2	-7,9	3 706,7	3 652,2	-1,5
Non résidentiel	680,8	883,5	29,8	2 253,5	2 174,8	-3,5
Manitoba	125,1	103,0	-17,6	234,5	342,6	46,1
Résidentiel	70,1	58,7	-16,3	143,3	206,0	43,8
Non résidentiel	54,9	44,3	-19,3	91,2	136,6	49,7
Saskatchewan	74,4	78,8	5,9	194,2	237,5	22,3
Résidentiel	33,9	36,2	6,8	81,2	112,2	38,1
Non résidentiel	40,5	42,6	5,1	113,0	125,3	10,9
Alberta	1 079,8	1 191,8	10,4	2 403,8	3 175,7	32,1
Résidentiel	743,8	712,1	-4,3	1 395,5	2 109,3	51,2
Non résidentiel	336,0	479,8	42,8	1 008,3	1 066,4	5,8
Colombie-Britannique	850,8	1 023,8	20,3	2 348,3	2 638,2	12,3
Résidentiel	557,3	728,5	30,7	1 527,4	1 811,0	18,6
Non résidentiel	293,5	295,3	0,6	820,9	827,3	0,8
Yukon	1,0	25,5	2 585,3	9,5	30,5	220,3
Résidentiel	0,9	2,8	216,3	8,1	7,5	-8,1
Non résidentiel	0,1	22,7	32 866,7	1,4	23,0	1 544,2
Territoires du Nord-Ouest	0,2	2,1	939,0	6,4	2,8	-56,7
Résidentiel	0,0	1,9	...	4,6	2,0	-57,2
Non résidentiel	0,2	0,2	6,0	1,8	0,8	-55,4
Nunavut	0,0	9,1	...	0,4	9,1	2 159,0
Résidentiel	0,0	1,5	...	0,0	1,5	50 233,3
Non résidentiel	0,0	7,6	...	0,4	7,6	1 800,2

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

... N'ayant pas lieu de figurer.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Étude : L'emploi en sciences et en génie au Canada et aux États-Unis 2000 et 2001

Le Canada accuse peut-être un certain retard par rapport aux États-Unis en ce qui a trait aux dépenses intérieures en recherche et en développement, mais, toutes proportions maintenues, les scientifiques et les ingénieurs sont aussi nombreux ici qu'au sud de la frontière, selon une nouvelle étude.

En 2000 et 2001, les scientifiques et les ingénieurs ont représenté ensemble 4,5 % de l'emploi rémunéré dans les deux pays.

Cette proportion a presque doublé dans les deux pays au cours des deux décennies précédentes. En 1980 et 1981, les scientifiques et les ingénieurs représentaient 2,3 % des travailleurs rémunérés au Canada, et 2,6 %, aux États-Unis.

Le système d'innovation du Canada est parfois qualifié comme étant «défavorisé», parce que les entreprises canadiennes consacrent proportionnellement moins de ressources à la recherche et au développement que les entreprises d'autres pays, et plus particulièrement des États-Unis.

Toutefois, l'intensité de la recherche et du développement n'est que l'une des mesures de la capacité d'innovation d'une économie. Depuis longtemps, les scientifiques et les ingénieurs sont considérés comme jouant un rôle important à l'égard de l'innovation et des progrès technologiques.

L'étude présente porte sur un ensemble de professions classées comme étant liées aux sciences ou au génie par la National Science Foundation. Parmi ces professions figurent les informaticiens et les mathématiciens, les spécialistes des sciences de la vie, les spécialistes des sciences physiques, les spécialistes des sciences sociales et les ingénieurs.

En 2000 et 2001, les scientifiques et les ingénieurs étaient à l'origine d'une part légèrement plus élevée des gains tirés d'un emploi rémunéré aux États-Unis qu'au Canada. Les scientifiques et les ingénieurs américains étaient à l'origine de 8,5 % des gains tirés d'un emploi rémunéré, comparativement à 7,7 % au Canada.

Il existe aussi certaines différences entre les deux pays en ce qui concerne l'intensité du recrutement de scientifiques et d'ingénieurs dans les différents secteurs de l'économie. Le secteur comportant la proportion la plus forte de scientifiques et d'ingénieurs dans les deux pays, soit les services professionnels, scientifiques et techniques, était caractérisé par une plus forte intensité des sciences et du génie au Canada. Les scientifiques et les ingénieurs constituaient le quart de la main-d'oeuvre de ce secteur au Canada, comparativement à environ un cinquième aux États-Unis.

Par contre, le secteur de la fabrication aux États-Unis était caractérisé par une plus forte intensité des sciences et du génie que celui du Canada. Les scientifiques et les ingénieurs représentaient 8,1 % de l'emploi du secteur de la fabrication aux États-Unis, comparativement à 4,8 % au Canada.

L'étude porte en outre sur un groupe différent, mais connexe, de professions, qui comportent une composante de sciences ou de génie importante et qui incluent les travailleurs des professions du secteur de la santé et les technologues en sciences et en génie.

Le Canada et les États-Unis se comparent aussi favorablement en ce qui a trait à cet autre groupe de professions liées aux sciences et au génie. En 2000 et 2001, ces professions connexes représentaient 9,0 % de l'emploi rémunéré au Canada, comparativement à 9,1 % aux États-Unis.

Les travailleurs de ces professions étaient à l'origine de 12,2 % des gains tirés d'un emploi rémunéré au Canada et de 10,7 % des gains tirés d'un emploi rémunéré aux États-Unis.

Nota : Les données de cette étude sont tirées des recensements de 1981, 1991 et 2001 au Canada, et des recensements correspondants de 1980, 1990 et 2000 aux États-Unis.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3901.

Le document de recherche *L'économie canadienne en transition : Capacités d'innovation : l'emploi en sciences et en génie au Canada et aux États-Unis* (11-622-MIF2006011, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Comptes nationaux*.

D'autres études sur l'innovation et l'utilisation des technologies de pointe peuvent être consultées gratuitement dans la série analytique *Mise à jour sur l'analyse économique* (11-623-XIF) de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John R. Baldwin au (613-951-8588), Division de l'analyse microéconomique. ■

Industrie des messageries et des services locaux de livraison

2003 (données révisées) et 2004 (données provisoires)

En 2004, le nombre d'établissements de l'industrie des messageries et des services locaux de livraison a crû de 1 % par rapport à 2003 pour atteindre 20 623. Ces

établissements offraient des services diversifiés, allant de la livraison de lettres par messagers à bicyclette à la livraison de matériel de haute technologie au Canada et à l'étranger.

L'industrie a généré environ 6,2 milliards de dollars en recettes d'exploitation en 2004, en hausse de 7 % par rapport à l'année précédente. Les dépenses d'exploitation ont progressé de 6 % comparativement à 2003 pour s'établir à près de 5,7 milliards de dollars en 2004. Parmi les plus importantes augmentations observées dans les dépenses d'exploitation, on retrouve les dépenses de réparation et d'entretien (+10 %), les coûts des fournitures et de l'énergie (+9 %) et les autres services achetés (+8 %).

La marge d'exploitation de l'industrie, soit l'écart entre les recettes et les dépenses d'exploitation, a été de 463 millions de dollars, en hausse de 27 % par rapport à 2003.

Selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), le secteur se subdivise en deux segments, soit les messageries, qui offrent des services de livraison nationaux et internationaux, et les services locaux de livraison, qui offrent des services de livraison à l'intérieur d'une région géographique plus restreinte, telle qu'une ville ou une région métropolitaine.

Bien qu'elles ne représentaient qu'environ 14 % de tous les établissements de l'industrie en 2004, les messageries ont accaparé environ 79 % du total des recettes d'exploitation. Les établissements de ce segment ont affiché une marge d'exploitation moyenne d'environ 130 000 dollars, en hausse de 25 % par rapport à 2003.

Par ailleurs, les services locaux de livraison ont représenté 86 % du nombre total des établissements mais seulement 21 % des recettes d'exploitation de l'industrie. Ils ont affiché une marge d'exploitation moyenne d'environ 5 000 dollars, en baisse de 14 % comparativement à 2003. La modeste marge d'exploitation de ce segment a été largement attribuable au fait qu'il regroupe un plus grand nombre de travailleurs autonomes que d'employés salariés.

Les salaires, les traitements et les avantages sociaux ont constitué le plus important type de dépenses chez les messageries (39 %), suivis des autres services achetés (36 %). Cela différait grandement des services locaux de livraison, où les autres services achetés ont été le plus important type de dépenses (53 %). Il s'agissait d'une part bien supérieure au type de dépenses qui occupait le second rang, soit les salaires, les traitements et les avantages sociaux (22 %). Cette situation semble ainsi indiquer que les messageries utilisent davantage des employés salariés, tandis que les services locaux de livraison préfèrent utiliser des travailleurs autonomes contractuels.

Les entreprises de messageries et de services locaux de livraison de grande et de moyenne taille (celles dont les recettes équivalent à 1 million de dollars ou plus) ont livré près de 525 millions d'articles, ce qui a entraîné des recettes de livraison d'un peu plus de 4,6 milliards de dollars en 2004.

Si l'on ventile par activité, les services de deux jours ou plus et les autres services ont généré 39 % des recettes de livraison, bien qu'ils aient représenté 56 % du total des articles livrés. À l'opposé, les services de livraison de colis de nuit et du lendemain n'ont représenté que 33 % du total des articles livrés mais ont généré plus de la moitié des recettes totales.

Du total, les entreprises de messageries de grande et de moyenne taille ont acheminé 88 % des articles tout en ayant réalisé 89 % des recettes de livraison. Par ailleurs, elles assuraient presque exclusivement les services de livraison de deux jours ou plus en accaparant pratiquement toutes les recettes tirées de ce service. De même, les services du lendemain ou de nuit étaient principalement attribuables à ces entreprises.

Pour leur part, les entreprises de services locaux de livraison de grande et de moyenne tailles ont acheminé 12 % du total des articles et réalisé 11 % des recettes de livraison de l'industrie. Ces entreprises se spécialisent principalement dans les services de livraison le jour même, ayant accaparé presque la totalité des recettes tirées de ce type de service en 2004.

Dans l'ensemble de l'industrie, chaque article a produit en moyenne 8,79 \$ en recettes de livraison. Les services de livraison le lendemain ou de nuit ont produit la plus forte moyenne de recettes par article (13,89 \$), tandis que les services de deux jours ou plus ont produit la plus faible moyenne de recettes d'exploitation par article (6,04 \$).

L'Ontario est demeurée la province dominante de l'industrie en ce qui a trait aux recettes de livraison selon le lieu de collecte des expéditions, ayant enregistré près de la moitié des recettes au pays (47 %). Par ailleurs, les livraisons destinées au Canada ont représenté 77 % des recettes des livraisons totales, alors que celles destinées aux États-Unis en ont représenté environ 19 %.

L'industrie des messageries et des services locaux de livraison repose en grande partie sur des flottes de véhicules et du matériel relativement dispendieux pour assurer ses services de livraison. Dans le secteur des messageries, les fourgonnettes et les grands fourgons ont représenté la plus grande partie des véhicules utilisés, soit 62 % du total, suivis des remorques (17 %).

En ce qui a trait aux services locaux de livraison, les automobiles (47 %), suivies des fourgonnettes

et des grands fourgons (30 %), ont constitué le principal équipement. En tout, le secteur comptait environ 23 600 véhicules et diverses pièces d'équipement en 2004.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 402-0001 à 402-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4703.

Un bulletin spécial intitulé *Bulletin de service - Transport terrestre et maritime*, (50-002-XIF, gratuit) qui contient une plus vaste étendue de données financières et opérationnelles sur l'industrie des messageries et des services locaux de livraison, paraîtra sous peu.

Pour obtenir des données ou plus de renseignements, communiquez avec la Sous-section de la diffusion en composant sans frais le 1 866 500-8400 (*statistiquesdutransport@statcan.ca*), Division des transports. Télécopieur : (613) 951-0009. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Vincent Dubé au (613) 951-7031 (*vincent.dube@statcan.ca*), Division des transports. Télécopieur : (613) 951-0579. ■

Commerce international de marchandises : revue annuelle 2005

Malgré la croissance soutenue du dollar canadien tout au cours de l'année 2005, la valeur et le volume des exportations de marchandises du Canada ont atteint des niveaux record en 2005, selon une nouvelle publication qui examine les tendances du commerce international de marchandises pour l'année 2005.

Au cours de la dernière moitié de 2005, la valeur des exportations des produits énergétiques a fait un bond exceptionnel. Les ouragans qui ont touché la côte du golfe du Mexique ont entraîné une diminution des stocks de gaz naturel et de pétrole brut en Amérique du Nord et ont poussé à la hausse les prix des produits énergétiques. La progression marquée des prix des produits énergétiques a fait grimper la valeur des exportations des produits énergétiques de 28,2 %, permettant ainsi aux produits énergétiques de devenir le produit d'exportation qui a connu la croissance la plus rapide au cours de l'année 2005.

Bien que les exportations de produits énergétiques aient été le principal facteur à l'origine de la croissance record de la valeur des exportations enregistrée en 2005, elles n'ont pas été le seul. En effet, le volume des exportations du matériel de haute technologie a atteint le même niveau que celui atteint au cours de

l'essor qui avait touché ce secteur. Ainsi, malgré la restructuration des activités de plusieurs entreprises, le volume des exportations des produits de l'automobile est demeuré très fort en 2005.

Il s'agit d'une année de plusieurs sommets, la valeur et le volume des importations ayant aussi atteint des sommets inégalés. Les entreprises canadiennes ont profité des faibles taux d'intérêt, des marges bénéficiaires record élevées ainsi que des prix beaucoup plus faibles pour les machines et l'équipement importés de l'étranger, grâce à l'appréciation du dollar canadien. L'augmentation du volume des importations de machines et d'équipement a été à l'origine de près de deux tiers de la croissance globale des importations réelles.

Pour la première fois, les importations de marchandises du Mexique, qui ont atteint 14,6 milliards de dollars, ont été plus élevées que celles du Japon, faisant passer le Mexique du quatrième au troisième rang des partenaires économiques du Canada les plus importants pour l'année 2005. Les importations en provenance de la Chine, pays qui est passé au deuxième rang parmi les principales sources d'importations en 2002, ont atteint 29,5 milliards de dollars en 2005, en hausse de 22,3 % par rapport à 2004.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 228-0001 à 228-0003 et 228-0033 à 228-0046.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2201, 2202 et 2203.

La publication *Commerce international de marchandises : revue annuelle*, 2005 (65-208-XIF, gratuite) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Commerce*.

Pour obtenir plus de renseignements sur les produits et les services, communiquez avec Jean-Marie Houle au (613) 951-9647 ou composez sans frais le 1 800 294-5583. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bernard Lupien au (613) 951-6872, Division du commerce international. ■

Enquête annuelle des manufactures : produits livrés par les fabricants canadiens 2003

Il est maintenant possible de consulter les données provinciales de 2003 sur les produits livrés par les fabricants canadiens.

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 2103.**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la

qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

L'économie canadienne en transition : Capacités d'innovation : l'emploi en sciences et en génie au Canada et aux États-Unis, n° 11
Numéro au catalogue : 11-622-MIF2006011
(gratuit).

Aperçu des quartiers : Votre guide aux produits de renseignements statistiques offerts par la Division des données régionales et administratives de Statistique Canada, 2006
Numéro au catalogue : 17-507-XIF
(gratuit).

Commerce international des marchandises : revue annuelle, 2005
Numéro au catalogue : 65-208-XIF
(gratuit).

Emploi, gains et durée du travail, février 2006, vol. 84, n° 2
Numéro au catalogue : 72-002-XIB
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-001-XIF (Français)



Statistique Canada

Le jeudi 4 mai 1997
Nouvelles editions à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail dans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 fut considérablement ralentie.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les anticipatifs à court terme 10
- Ajuste de l'année précédente, septembre-hors-temps le 31 mai 1997 11
- Production d'acier, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 10



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>.
Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.